

RAPPORT FINANCIER

2001





SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	2
COMPTES CONSOLIDÉS	10
BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2001	10
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	12
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	13
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	14
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	27
COMPTES SOCIAUX	28
BILAN DE LA SOCIÉTÉ MÈRE (RÉSUMÉ)	28
COMPTE DE RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE (RÉSUMÉ)	29
FILIALES ET PARTICIPATIONS	31
TABLEAU DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	32
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	33
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES	34

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte conformément à la loi et à nos statuts, pour vous rendre compte de l'activité de CS Communication et Systèmes et de ses filiales au cours de l'exercice 2001 et soumettre à votre approbation le bilan, compte de résultat et annexe arrêtés au 31 décembre 2001.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Au cours de l'année 2001, le Groupe a enregistré d'importantes variations de périmètre avec les sorties de CS Telecom, CS Electronics et des 5 filiales étrangères rattachées à la division télécom du Groupe, et les cessions de CS Systèmes de sécurité et de Rand UK. Par ailleurs, les sociétés CS Canada et CS Chile sont entrées dans le périmètre. Cependant les comptes 2001, ne sont que peu impactés par ces mouvements car leur impact avait été intégré dès l'arrêté du 31 décembre 2000.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les activités de Services Informatiques n'ont pas consenti d'investissements de R&D importants. Le budget qui s'établit à 5,7 millions d'euros en 2001 concernent essentiellement les activités de défense et contrôle aérien, la sécurité et l'activité route. L'activité migration de données a également investi pour soutenir l'évolution technique de ses outils et de sa documentation.

Toutefois, CS intensifie ses participations aux programmes de recherche soutenus par les ministères de la Recherche et de l'Industrie, ainsi que ceux soutenus par la Commission Européenne dans le cadre du 5^e PCRD (Programme Cadre de Recherche et Démonstration).

Près de vingt projets européens sont actuellement en cours de production, la plupart subventionnés par le 5^e PCRD/IST - Information Society Technologies, et 12 projets soutenus par les ministères dans les programmes RNRT (Recherche en Telecom), RNTL (Recherche en Technologies Logicielles), RIAMM (Audiovisuel et Multimédia), OPPIDUM (sécurité), RNTS (Technologies pour la Santé), RTE (Réseau Terre et Espace), PREDIT (Transport).

Ces projets ont une durée de 2 à 3 ans. Le montant total actuel des financements obtenus par CS en 2000 et 2001 est de l'ordre de 11,5 millions d'euros (5,6 millions d'euros pour 2001).

CS se mobilise par plusieurs programmes européens - projets en réalité virtuelle, middleware distribué Datagrid, gestion des transports aériens, génie logiciel, etc - et nationaux - indexation d'images par le contenu, évolution de la méthode UML et temps réel, application vidéo de l'internet haut débit, etc.

CS est associé dans ce cadre à des partenaires tels que le CERN, l'INRIA, l'INA, France Télécom, le CEA, l'Aérospatiale, Cegetel...

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires consolidé de CS Communication & Systèmes pour l'exercice 2001 s'établit à 428 millions d'euros, en croissance de 10 %, à périmètre comparable, par rapport à l'exercice précédent. Les activités de Services Informatiques enregistrent, quant à elles, une croissance organique de 13 % à 386 millions d'euros.

Comme annoncé, le second semestre de l'exercice marque le rétablissement progressif de la capacité bénéficiaire (+2 millions d'euros). Le résultat d'exploitation des activités de services informatiques s'établit à - 5 et + 4 millions d'euros au 1^{er} et 2^e semestre contre - 17 et - 7 millions d'euros respectivement en 2000.

L'EBITDA de l'exercice ressort positif à 1,2 million d'euros contre - 54,3 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Le résultat financier est négatif de 5,3 millions d'euros et intègre 1,9 million d'euros de dépréciations de valeurs mobilières de placements et de prêts souscrits dans la cadre de l'investissement obligatoire dans la construction.

Le résultat exceptionnel de -19 millions d'euros intègre à hauteur de 10,5 millions d'euros des frais de restructuration et pour 7,2 millions d'euros des amortissements exceptionnels d'actifs. Il traduit les cessions d'actifs non stratégiques, les réductions de coûts de fonctionnement et la dépréciation des non-valeurs au bilan.

Le résultat net part du groupe après survaleurs se traduit par une perte de 31 millions d'euros contre 107 millions d'euros en 2000.

Au 31 décembre 2001, les fonds propres consolidés part du groupe s'établissent à 28 millions d'euros (2000 : 58 millions d'euros) et l'endettement net, y compris le financement Dailly, à 55 millions d'euros (2000 : 58 millions d'euros). La capacité d'autofinancement s'établit à - 23,8 millions d'euros contre - 56,2 millions d'euros en 2000.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES SOCIAUX DE CS COMMUNICATION ET SYSTEMES

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 10 millions d'euros. Un résultat d'exploitation de 0,3 million d'euros est dégagé sur 2001. Le résultat financier négatif de - 28,1 millions d'euros intègre les provisions sur les titres de participation. Une perte exceptionnelle de 1,4 million d'euros est constatée. En effet les pertes et risques liés aux dépôts de bilan de CS Telecom et CS Electronics avaient été constatés en 2000.

Le résultat social est en perte de - 29 millions d'euros contre une perte de - 52 millions d'euros pour l'exercice précédent.

ACTIVITÉS DES DIVISIONS ET AUTRES FILIALES CONSOLIDÉES

ACTIVITÉ DE SERVICES INFORMATIQUES

Le chiffre d'affaires des activités de Services Informatiques s'établit à 386 millions d'euros en 2001, soit 90 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Ces activités ont enregistré une croissance de 13 % par rapport à 2000, à périmètre comparable.

L'exercice 2001 a été marqué par une forte croissance de l'activité d'infogérance, un fort taux de renouvellement des contrats et par l'attribution à CS de nouveaux contrats de maîtrise d'œuvre.

Le résultat d'exploitation des activités de Services Informatiques s'établit à - 5 millions d'euros et + 4 millions d'euros au 1^{er} et 2^e semestre contre - 17 et - 7 millions d'euros respectivement en 2000.

Ces progrès ont été acquis grâce à la poursuite par CS du programme d'actions lancé au second semestre 2000 pour rationaliser ses activités et retrouver une capacité bénéficiaire équilibrée.

Ainsi, CS a poursuivi son plan de redressement en assurant la simplification des structures juridiques et opérationnelles du Groupe, l'allègement des structures indirectes et centrales et la poursuite du plan d'économie des frais généraux.

Par ailleurs, le Groupe a renforcé ses positions de leaderships - avec notamment l'augmentation de sa participation dans sa filiale commune avec le CNES, SCOT - et a poursuivi la cession de ses activités non stratégiques. À ce titre, CS a cédé son activité d'intégration d'ERP à T-Systems et sa filiale britannique Rand à Sopra Group.

Intégration de systèmes et d'applications informatiques

Les activités d'intégration de systèmes ont progressé de 8 % avec plus de 15 % de croissance sur le marché de la défense et du contrôle aérien.

CS est le premier prestataire informatique de l'industrie aéronautique et spatiale. Plus de 500 collaborateurs travaillent au développement de systèmes à haute criticité : conception de logiciels à haut degré de sécurité pour l'aéronautique, systèmes de communication air-sol et navigation, systèmes de régulation des moteurs, commandes de vol, systèmes de freinage... CS intervient depuis 1967 dans le développement des projets spatiaux scientifiques ou applicatifs (observation de la Terre, télécommunications, localisation, étude de la microgravité). Cette activité a connu une croissance de 10 % en 2001 et a conclu de nouveaux contrats avec EADS Airbus, l'ESA et le CNES.

Grâce à la combinaison de ses expertises en matière de télécommunications et d'intégration de systèmes avec les nouvelles technologies, CS offre une gamme de solutions complètes et novatrices, particulièrement fiables dans le domaine du contrôle de trafic aérien civil et militaire qui le place au premier rang français et parmi les acteurs majeurs européens.

Parmi les succès de CS dans ce domaine, citons le projet ARTEMIS sous maîtrise d'œuvre CS, la Direction Générale de l'Aviation Civile s'est dotée d'un tout nouveau système de communications vocales, et a mis en service à Aix-en-Provence l'un des centres les plus performants d'Europe. Par ailleurs, la solution CS a été retenue pour servir de base aux systèmes de communications vocales qui seront déployés sur les centres de défense aérienne de l'OTAN. Ces atouts permettent ainsi à CS d'exporter ces réalisations clés en main pour équiper des centres de contrôle, des aéroports et des simulateurs d'entraînement en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. La croissance de cette activité a été de plus de 15 % en 2001.

Acteur majeur pour les applications de péage, télépéage et gestion de trafic, CS est également le premier fournisseur de badges TIS (Télépéage Inter Société) en France et a enregistré cette année un million de commandes. CS a également remporté des contrats majeurs à l'export parmi lesquels le système de péage de l'autoroute Santiago-Los Vilos du Chili.

Ingénierie

Cette activité a connu une croissance de 17 % sur l'exercice. CS a confirmé son expertise et son avancée dans les technologies de migration et de conversion de données, et propose une solution simple pour accompagner efficacement ses clients durant les phases de transition de leurs systèmes d'information. Des contrats significatifs ont été signés en 2001 avec notamment Fortis, le groupe Banques Populaires et Casino.

Par ailleurs, CS qui propose, par l'intermédiaire de sa filiale ECSAT située à Kiev (Ukraine), les compétences des meilleurs informaticiens d'Europe de l'Est a lancé une offre de développement applicatifs délocalisés.

Premier pôle européen de simulation numérique, CS a conçu une offre couvrant tout le cycle de développement d'applications scientifiques. Les capacités de simulation numérique et scientifique de CS, bénéficient d'un savoir-faire éprouvé et de références prestigieuses : CEA, Pechiney, EDF, IPSN... Deux cents experts développent des logiciels de simulation numérique pour les industriels et les organisations gouvernementales.

Intégration de réseaux et de systèmes de communication, services avancés

Premier intégrateur de réseaux et de systèmes de communication en France, CS, certifié ISO 9002, intègre des systèmes et des infrastructures de communication sécurisées et de haute performance.

L'activité Network Services a su, dans une conjoncture perturbée, tenir ses engagements et fidéliser ses clients, tout en conduisant un plan de redressement.

Cette activité a pu conclure, au cours de l'exercice, des contrats structurants pour sa stratégie dans le conseil et la conception de solutions globales de communication. Le ministère de l'Intérieur a ainsi confié à CS la refonte de l'ensemble de ses réseaux LAN et WAN et la Direction Informatique et Télécoms de la Poste, la réalisation d'une mission de conseil pour le déploiement d'un opérateur de services interne. Cette activité devrait renouer avec la croissance au premier semestre 2002.

Infogérance

Spécialiste en administration de systèmes de bout en bout et en exploitation d'applications, CS met en œuvre une approche globale pour réduire les coûts d'un parc informatique et réduire les charges de fonctionnement des services, des matériels et des logiciels de ses clients.

CS déploie une offre complète et modulaire : du poste de travail aux serveurs, en passant par les réseaux, CS supervise et administre l'ensemble des ressources de ses clients comme maître d'œuvre unique pour optimiser les flux d'informations.

Avec une croissance de 27%, l'activité Infogérance de CS a confirmé son positionnement de leader dans la gestion et l'évolution d'infrastructures distribuées.

Le contrat GEANT – administration du réseau européen de la communauté scientifique – le plus rapide réseau IP mondial, démontre aussi l'expertise de CS dans la gestion des réseaux à valeur ajoutée. CS a par ailleurs renforcé sa présence dans le secteur industriel avec la signature des contrats Neyr et Rhodia.

SÉCRÉ ALPINE ELECTRONICS

En 2001, le chiffre d'affaires de SAE a été de 49 millions d'euros, soit une croissance de 10 % par rapport au chiffre d'affaires de 2000. SAE est certifiée ISO 9002, TOE2, QS 9000 et TS 16949.

Son effectif social est de 190 personnes au 31 décembre 2001.

RESSOURCES HUMAINES

L'effectif du Groupe au 31 décembre 2001 est de 4 131 collaborateurs contre 4 881 au 31 décembre 2000.

L'entreprise a mis en application les 35 heures avec la signature, conforme à la convention Syntec, d'un accord à durée déterminée d'un an, le 13 juillet 2000. Cet accord a été mis en place avec rétroactivité au 1^{er} janvier 2000. Les dispositions de l'accord ont été renégociées courant juin 2001, sans succès. Ces dispositions n'ont toutefois pas été dénoncées par une des parties signataires, et continuent donc, d'être appliquées conformément à la loi.

En juillet 2001, dans le cadre de son plan de redressement, CS a annoncé un projet de réduction de 130 postes administratifs. Après le reclassement d'un certain nombre de collaborateurs, une trentaine de collaborateurs pourraient être licenciés au cours du second trimestre 2002.

En 2001, près de 1 000 collaborateurs non administratifs ont été recrutés, dont 30 % par cooptation.

PERSPECTIVES 2002

Le Groupe CS prévoit, pour l'ensemble de l'exercice 2002, un résultat d'exploitation positif (vs - 1 % en 2001) et une croissance de l'activité au moins égale à celle du marché, confirmant le succès de son plan de redressement.

CS se fixe comme objectif d'atteindre rapidement les standards de performance du marché.

CAPITAL SOCIAL

Votre Conseil vous rappelle que le capital social a évolué de la façon suivante au cours de l'exercice 2001 :

- Le 29 janvier 2001, à l'issue des opérations de fusion entre CISI HOLDING et CS COMMUNICATION & SYSTEMES, le capital de la société s'élevait à la somme de 450 863 915 Francs, divisé, sous réserve de l'achèvement des opérations de regroupement, en 4 508 639 actions nouvelles de 100 Francs nominal chacune et 6 actions anciennes de 2,50 Francs nominal chacune.
- Le 23 mai 2001, à l'issue de l'augmentation de capital consécutive à l'exercice de leurs BSA par deux actionnaires minoritaires et à la conversion du capital en euros, le capital de la société s'élevait à la somme de 68 756 850,29 euros, divisé, sous réserve de l'achèvement des opérations de regroupement, en 4 508 645 actions nouvelles de 15,25 euros chacune et 36 actions anciennes de 0,39 euro chacune.
- Depuis le 23 juillet 2001, à l'issue de l'augmentation de capital consécutive à l'émission de 65 550 ABSA CS COMMUNICATION & SYSTEMES dont la souscription a été réservée à CS Management, société civile réunissant 59 cadres dirigeants de CS, le capital de la société est fixé à la somme de 69 756 487,79 euros, divisé, sous réserve de l'achèvement des opérations de regroupement, en 4 574 195 actions nouvelles de 15,25 euros chacune et 36 actions anciennes de 0,39 euro chacune.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Nous vous rappelons que le Conseil d'Administration du 18 décembre 2001, faisant usage des autorisations accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 décembre 2000 a consenti des options de souscription d'actions, permettant de souscrire un total de 527 840 titres, ce qui correspond à une augmentation de capital de 8 049 560 euros de nominal.

Au cours de l'exercice écoulé, aucune levée d'option de souscription d'action n'a été effectuée.

Par ailleurs, les plans d'options de souscription d'action suivants restent en vigueur :

- Plan du 29 mai 1998 : 53 500 options de souscription peuvent donner lieu à la souscription d'un même nombre d'actions, ce qui correspond à une augmentation de capital de 3 343 750 euros maximum.
- Plan du 30 janvier 2000 : 23 800 options de souscription peuvent donner lieu à la souscription d'un même nombre d'actions, ce qui correspond à une augmentation de capital de 928 914 euros maximum.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Conformément à l'article 233-13 du Code de commerce, les actionnaires qui ont déclaré détenir plus de 5 % du capital de votre Société sont : QUADRAL : 38,17 % du capital et 53,77 % des droits de vote.

INFORMATION SUR LES PRISES DE PARTICIPATION

Votre Conseil vous rappelle qu'il n'y a pas eu de prise de participation dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République Française au cours de l'exercice 2001.

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat de l'exercice est constitué d'une perte qui s'élève à - 29 061 927 euros, qu'il est proposé à l'Assemblée d'affecter au report à nouveau pour la totalité.

Conformément à la loi, nous rappelons qu'au titre des exercices 1998, 1999 et 2000, CS COMMUNICATION & SYSTEMES (ex CISI HOLDING) n'a pas distribué de dividendes.

RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de la loi NRE du 15 mai 2001, votre Conseil vous rappelle les rémunérations et avantages en nature versés au cours de l'exercice aux administrateurs :

- M. Yazid SABEG : 317 622 euros (rémunération et avantages en nature),
- M. Gérard JOUSSET : 38 112 euros (rémunération et prime d'installation),
- M. Éric BLANC-GARIN : 199 055 euros (rémunération et avantages en nature),
- M. Gilles MARCHIAT : 1 371 euros (notes de frais au titre de la convention existante avec CS),
- M. Olivier PHILIP : 32 885 euros (honoraires et notes de frais au titre de la convention existante avec CS),
- M. Francis GUTMANN - SONEMES : 47 735 euros (honoraires au titre de la convention existante avec CS),
- M. Robert LION - RASPAIL 21 : 15 245 euros (honoraires au titre de la convention existante avec CS),
- M. Antoine VEIL - AV CONSULTANTS : 22 867 euros (honoraires au titre de la convention existante avec CS),
- M. François LERAILLEZ, Président du Directoire jusqu'au 18 décembre 2001 : (*erratum p.36) 465 063 (rémunération) et 218 745 euros (honoraires et notes de frais au titre de la convention existante entre COSTRATEGE/M. LERAILLEZ et CS).

MODE D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Votre Conseil vous rappelle que l'Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2001 avait décidé de la modification du mode d'administration de la société en société à Directoire et Conseil de Surveillance.

L'Assemblée Générale Mixte du 18 décembre 2001 a décidé de revenir à une structure à Conseil d'Administration et de mettre en application l'option de dissociation des pouvoirs prévue par la loi NRE du 15 mai 2001, en dissociant les fonctions de Présidence du Conseil d'Administration et de Direction Générale.

MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de la loi NRE du 15 mai 2001, votre Conseil vous rappelle les mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux de notre société.

Yazid SABEG - Président du Conseil d'Administration

- Président-directeur général de QUADRAL
- Président-directeur général d'ARMATEL
- Président-directeur général de SÉCRÉ ALPINE ELECTRONICS
- Administrateur de CS SYSTEMES D'INFORMATION
- Administrateur de CS ROUTE

Gérard JOUSSET - Directeur Général

- Président-directeur général de CS SYSTEMES D'INFORMATION

Éric BLANC-GARIN - Directeur Général Délégué

- Administrateur d'ARMATEL
- Administrateur - directeur général de QUADRAL
- Président-directeur général d'ALCYON
- Administrateur de CS SYSTEMES D'INFORMATION
- Président-directeur général de CS ROUTE
- Président-directeur général de SIGNOVAL
- Administrateur de SÉCRÉ ALPINE ELECTRONICS

Olivier BARRE

- Président de KBL France
- Administrateur de ASSYSTEM
- Administrateur de ID TEC
- Administrateur de ACAMAS
- Membre du Conseil de Surveillance de ENTREPRISES EN CROISSANCE

Alain DUMENIL

- Président-directeur général de ACANTHE DEVELOPPEMENT
- Président-directeur général de AD Capital
- Administrateur de la Société Nouvelle des Etablissements ADT

Francis GUTMANN

- Membre du Conseil de Surveillance de GALAXY FUND (Groupe CDC)
- Gérant de Sonemes

Robert LION

- Administrateur de Bechtel France
- Senior Advisor de Bechtel (USA)
- Senior Advisor d'ABN AMRO Capital Markets
- Président de l'AFAA (Association Française d'Action Artistique)
- Vice-président du HCCI (Haut Conseil à la Coopération Internationale)
- Membre du Conseil de la Terre et Président d'Energy 21
- Membre d'Aspen Institute France

Gilles MARCHIAT, représentant permanent de QUADRAL

- Administrateur de QUADRAL
- Administrateur d'ALCYON
- Administrateur de SIGNOVAL

Dominique de la MARTINIÈRE

- Administrateur de la Société LUCIA
- Administrateur de FERTIL
- Administrateur de l'Institut pour le Développement de Poitou-Charentes
- Premier Vice-Président de la région Poitou-Charentes
- Vice-Président de la Compagnie d'Investissement dans les Technologies Avancées (CITA)
- Administrateur de RICHARDSON Frères
- Censeur d'EURAFRANCE

Patrice MIGNON

- Président de Dresdner Kleinwort Wasserstein France SAS
- Président de Dresdner Bank Gestions France SAS
- Président du Conseil de Surveillance de Dresdner Gestions Privé SA

Olivier PHILIP

- Administrateur de Gestion Mobilière
- Administrateur de INVESCO
- Administrateur de BERNIS TRANSPORTS

Claude PIERRE-BROSSOLETTE

- Président-directeur général de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat)
- Président du Conseil de Surveillance des Câbles Pirelli
- Membre du Conseil de Surveillance de DIL France

Antoine VEIL

- Président d'A.V. Consultants
- Administrateur de Saga

COMITÉS CONSTITUÉS PAR L'ORGANE D'ADMINISTRATION

Le gouvernement d'entreprise de CS COMMUNICATION & SYSTEMES est composé de trois comités :

- comité des comptes,
- comité des rémunérations,
- comité de la stratégie,

dont la composition est rappelée ci-après :

- M. Patrice MIGNON
- M. Dominique de la MARTINIÈRE } au comité des comptes
- M. Alain DUMENIL

- M. Olivier PHILIP
- M. Olivier BARRE } au comité des rémunérations
- M. Gilles MARCHIAT

- M. Claude PIERRE-BROSSOLETTE
- M. Robert LION } au comité stratégique
- M. Francis GUTMANN

RATIFICATION DU TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Il vous est proposé de ratifier le changement de siège social du 1, avenue Newton à 92142 CLAMART au 88, rue Brillat-Savarin à 75013 PARIS, à compter du 15 avril 2002, décidé par le Conseil d'Administration dans sa séance du 15 avril 2002.

Le tableau des résultats des cinq dernières années est annexé au présent rapport.

Les explications données dans le présent rapport, nous conduisent à espérer que vous voudrez bien approuver les résolutions qui vous sont proposées.

Le Conseil d'Administration

Bilan consolidé au 31 décembre 2001

ACTIF

en milliers d'euros

		2001	2000	1999
	RÉFÉRENCE À L'ANNEXE	MONTANT NET	MONTANT NET	MONTANT NET
Écarts d'acquisition	note 5	50 694	62 510	66 150
Immobilisations incorporelles	note 4	5 185	13 926	14 243
Immobilisations corporelles	note 6	16 505	26 978	23 450
Immobilisations financières	note 7	7 965	9 888	10 865
Titres mis en équivalence		0	1 498	1 479
ACTIF IMMOBILISÉ		80 349	114 800	116 187
Stocks et en-cours	note 8	16 735	58 018	55 572
Clients et comptes rattachés	note 9	109 222	152 851	165 949
Autres créances et comptes de régularisation	note 10	26 780	42 625	43 991
Valeurs mobilières de placement	note 11	4 071	528	59 601
Disponibilités		20 668	20 659	23 244
ACTIF CIRCULANT		177 476	274 681	348 357
TOTAL DE L'ACTIF		257 825	389 481	464 544

PASSIF

		2001	2000	1999
<i>en milliers d'euros</i>				
	RÉFÉRENCE À L'ANNEXE			
Capital social		69 757	68 734	70 553
Primes liées au capital		85 388	85 410	54 817
Réserves consolidées		(96 553)	10 883	41 290
Résultat net/part du Groupe		(30 990)	(107 022)	2 591
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	note 12	27 602	58 005	169 251
Réserves		170	2 648	2 720
Résultat net/part des minoritaires		638	(3 176)	264
INTÉRÊTS MINORITAIRES		808	(528)	2 984
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	note 13	30 308	79 756	28 155
Emprunts et dettes financières	note 14	29 204	39 273	27 544
Fournisseurs et comptes rattachés		53 542	99 164	99 485
Autres dettes et comptes de régularisation		116 361	113 811	137 125
DETTES		199 107	252 248	264 154
TOTAL DU PASSIF		257 825	389 481	464 544

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2001

		2001	2000	1999
<i>en milliers d'euros</i>				
	REFÉRENCE À L'ANNEXE			
Chiffre d'affaires	note 15	427 909	508 608	547 437
Production stockée		237	(5 859)	1 452
Production immobilisée		1 295	5 942	7 683
PRODUCTION DE LA PÉRIODE		429 441	508 691	556 572
Achats et charges externes		(197 923)	(279 720)	(300 428)
Impôts, taxes et versements assimilés		(9 989)	(13 939)	(15 728)
Charges de personnel	note 16	(219 642)	(272 204)	(268 896)
Autres produits		1 385	4 677	2 792
Autres charges		(2 013)	(1 802)	(2 708)
EBITDA		1 259	(54 297)	(28 396)
Reprises sur provisions, amortissements		12 943	22 780	34 444
Dotations aux amortissements		(8 508)	(13 549)	(11 971)
Dotations aux provisions		(10 604)	(20 834)	(18 568)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	note 15	(4 910)	(65 900)	(24 491)
RÉSULTAT FINANCIER	note 17	(5 272)	12 147	3 323
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS DES ENTREPRISES INTÉGRÉES		(10 182)	(53 753)	(21 168)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	note 19	(19 209)	(60 502)	33 349
Impôts sur les résultats (charge)	note 20	2 726	11 204	(3 104)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence		0	22	(45)
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES HORS ÉCARTS D'ACQUISITION⁽¹⁾		(26 665)	(103 029)	9 032
Dotations / (reprises) sur écarts d'acquisition		3 687	7 169	6 177
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ⁽²⁾		(30 352)	(110 198)	2 855
(1) Dont part des minoritaires		638	(3 176)	264
Dont part du groupe		(27 303)	(99 853)	8 768
(2) Dont part des minoritaires		638	(3 176)	264
Dont part du groupe		(30 990)	(107 022)	2 591
Résultat net par action		(6,63)	(23,79)	0,62
Résultat net dilué par action		(6,63)	(23,79)	0,62

Tableau de flux de trésorerie consolidés

		2001	2000	1999
<i>en milliers d'euros</i>				
	REFÉRENCE À L'ANNEXE			
Résultat net consolidé		(30 352)	(110 198)	2 855
Perte/profit des sociétés mises en équivalence (net des dividendes reçus)		0	(10)	56
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :				
- Amortissements/dépréciations d'actifs immobilisés et provisions pour risques		(26 882)	71 631	14 290
- Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés		33 442	(17 655)	(52 321)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A)		(23 792)	(56 232)	(35 120)
Variation du BFR (B)		36 376	(12 136)	24 021
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (A)+(B) = (C)		12 584	(68 368)	(11 099)
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles		(9 483)	(17 245)	(19 515)
Investissement financier net (investissement)	note 18	8 498	10 117	43 073
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT (D)		(985)	(7 128)	(23 558)
Remboursement d'emprunts et nouveaux emprunts de crédits		(745)	(3 554)	1 372
Augmentation / (réduction) de capital		1 004	6 554	1 004
Actions d'auto-contrôle et de régularisation des cours				(3 926)
Dividendes versés		(70)	(5 434)	(4 614)
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT (E)		189	(2 434)	(6 164)
Effets nets des conversions et divers (F)		(493)	(720)	(817)
VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE (C)+(D)+(E)+(F) = (G)		11 295	(78 650)	5 478
Trésorerie en début de période (H)		(14 764)	63 886	58 408
TRÉSORERIE DE FIN DE PÉRIODE (G)+(H) = (I)	note 18	(3 469)	(14 764)	63 886

Annexe aux comptes consolidés 2001

NOTE 1 - PRINCIPES, MODALITÉS, MÉTHODES

1.1. PRINCIPE GÉNÉRAL

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les principes et normes comptables français et notamment avec le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

1.2. MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT

a) Périmètre

Les sociétés dans lesquelles CS Communication & Systèmes exerce directement ou indirectement le contrôle exclusif (plus de 50 % du capital) sont intégrées globalement. Toutefois, il est possible de considérer que le contrôle exclusif est acquis avec un pourcentage de détention inférieur à 50 %, lorsque le Groupe exerce effectivement le contrôle de la gestion de la société.

Les sociétés dans lesquelles CS Communication & Systèmes a une influence durable et notable (20 à 50 % du capital) sont mises en équivalence.

Les sociétés ou groupements contrôlés conjointement sont consolidés par intégration proportionnelle.

Ne sont pas consolidées :

- les sociétés dont l'activité ne présente pas de caractère significatif tant en terme de chiffre d'affaires que de total de bilan,
- celles dont la détention n'est que provisoire,
- celles, non significatives, pour lesquelles une décision de cession a été prise.

b) Date de clôture

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2001 ou sur la base d'une situation intermédiaire, lorsque l'exercice social de la filiale ne correspond pas à l'année civile.

c) Écart de première consolidation

La différence entre le prix d'acquisition (frais d'acquisition compris) et la quote-part des capitaux propres retraités de la filiale ou de la participation à la date de l'acquisition constitue l'écart de première consolidation. Cet écart est, le cas échéant, affecté aux postes appropriés du bilan consolidé. La partie résiduelle non affectée est portée, soit au poste "écart d'acquisition", soit au poste "provision pour risques et charges".

L'affectation définitive de l'écart d'acquisition aux éléments identifiables de l'actif et du passif est réalisée avant la clôture de l'exercice qui suit l'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur la base de durées variables (dépendant de la nature de l'activité), mais n'excédant pas 30 ans. Ils font l'objet d'amortissements exceptionnels lorsque les circonstances le justifient : projet de cession, rentabilité insuffisante.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au résultat de façon systématique. Les reprises sont pratiquées selon un plan qui reflète les objectifs et les perspectives tels que définis au moment de l'acquisition.

d) Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les postes de bilan exprimés en devises étrangères sont convertis en euros selon la méthode du taux de clôture. Le compte de résultat est converti aux taux moyens annuels, appliqués à l'ensemble des transactions.

Les différences de conversion en résultant sont enregistrées dans les réserves consolidées.

e) Impôts différés

Sont enregistrées au bilan et au compte de résultat, les impositions différées significatives, calculées suivant la méthode du report variable, et qui résultent :

- des décalages temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan consolidé,
- des retraitements retenus pour l'établissement des comptes consolidés,
- de l'élimination de l'incidence des opérations comptabilisées pour la seule application des législations fiscales.

Les impositions différées actives et passives, calculées au même taux d'impôt, sont compensées entre elles au niveau de chaque société. Le solde correspondant à une dette est provisionné après imputation d'un éventuel déficit reportable. Les soldes nets d'actif d'impôt ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable à court terme.

f) Date d'effet des acquisitions ou des cessions

Les résultats des sociétés nouvellement consolidées au cours de l'exercice ne sont attribués au Groupe qu'à concurrence de la fraction acquise postérieurement à la date d'effet de l'acquisition.

De même, les résultats afférents aux participations cédées au cours de l'exercice ne sont consolidés qu'à concurrence de la fraction réalisée antérieurement à la date d'effet de la cession.

1.3. MÉTHODES

a) Les plus-values de cessions internes au Groupe sont éliminées des résultats dans la mesure où elles sont significatives.

b) Immobilisations incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent principalement :

- des brevets et licences, amortis sur leur durée de protection juridique ou sur leur durée effective d'utilisation,
- des logiciels d'application, amortis sur 3 à 6 ^{2/3}ans.
- des fonds de commerce acquis, qui ne sont pas systématiquement amortis, mais font l'objet de dépréciation lorsque les circonstances le justifient.

Les frais de recherche et de développement ne sont pas immobilisés.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur valeur historique d'acquisition ou pour leur coût de production.

L'impact de la réévaluation légale de 1976 n'est pas retraité, car non significatif.

L'amortissement pour dépréciation est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS	DUREE
Constructions et aménagements liés	10 à 25 ans
Gros matériels d'usine et mobilier administratif	3 à 10 ans
Matériel d'entreprise et matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique, matériel de bureau	3 à 5 ans

Seuls les biens dont le Groupe est propriétaire sont immobilisés. Les biens financés par crédits-bails ne font pas l'objet d'un retraitement. Lorsqu'un élément de l'actif fait l'objet d'un lease-back, la plus-value réalisée, lorsqu'elle est significative, est portée en produits constatés d'avance et reprise dans le compte de résultat sur la durée du contrat.

d) Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés figurent au bilan pour leur prix d'acquisition. Ils sont le cas échéant dépréciés lorsque leur valeur d'inventaire, déterminée en fonction de l'actif net comptable ré-estimé, de la rentabilité et des perspectives d'avenir, s'avère inférieure au coût d'acquisition. Ainsi, ces principes peuvent justifier de ne pas provisionner car la dépréciation ne semble pas avoir un caractère durable, compte tenu des données économiques ou financières prévisionnelles.

Les prêts consentis dans le cadre de la participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction sont dépréciés afin de ramener leur montant à leur valeur actualisée.

e) Valeurs d'exploitation

Les marges sur stocks résultant de transactions internes au Groupe sont éliminées lorsque leurs montants sont significatifs.

Les matières et fournitures sont évaluées au coût de revient suivant la méthode du prix moyen pondéré. Les coûts inclus dans les travaux en cours comprennent les coûts directement rattachables et une quote-part des frais indirects de production. Ces stocks et travaux en cours sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

Les chiffres d'affaires et les résultats des contrats qui s'échelonnent sur plusieurs exercices sont constatés à l'avancement. Les pertes sur contrats en cours sont provisionnées dès qu'elles sont prévisibles. Il est tenu compte, dans l'estimation de ces pertes, des produits à recevoir fondés sur des dispositions contractuelles spécifiques, des sentences judiciaires ou d'opérations dont le déroulement est en cours.

La variation des provisions pour charges résultant du dégagement du résultat à l'avancement est dorénavant présentée au compte de résultat en production stockée. Au 31 décembre 2001 ce reclassement est de 7,0 M€.

f) Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée sur les créances, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

g) Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges, dont l'échéance et le montant ne sont pas fixés de façon précise, que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables.

Y figurent notamment :

- les provisions pour restructuration qui couvrent, dès que ces mesures ont été décidées et annoncées avant la date de clôture, essentiellement les frais de licenciement, les préretraites, les coûts de fermeture d'exploitation, de mise au rebut d'immobilisations, stocks et autres actifs,
- les provisions pour charges sur contrats,
- les provisions pour pertes à terminaison sur contrats,
- les provisions pour garanties données aux clients (couverture de la garantie légale ou couverture de clauses spécifiques prévues au contrat) et pénalités sur marchés.

Le montant des redressements fiscaux notifiés (ou en cours de notification) par l'administration ne fait pas l'objet d'une provision lorsque la société estime que les points soulevés ne sont pas justifiés et lorsqu'il existe une probabilité suffisante de faire valoir le bien-fondé de sa position dans le contentieux en cours.

h) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs de placement sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire des titres (déterminée sur la base du cours moyen du mois de clôture pour les titres cotés et sur la base de la valeur probable de réalisation pour les autres valeurs) est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

i) Produits et charges exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe, tels que plus ou moins-values de cessions et frais accessoires, charges de restructuration, pénalités sur affaires ou amortissements exceptionnels d'immobilisations.

j) Engagements de retraite

La dépense correspondant aux engagements de retraite est prise en charge dans l'exercice de son versement effectif. En ce qui concerne les droits acquis par l'ensemble du personnel, toutes classes d'âges confondues, ils ont fait l'objet d'une évaluation en fonction des conventions ou accords en vigueur dans chaque société qui tient compte de l'augmentation future des salaires, d'une évaluation du taux de rotation du personnel et d'une actualisation financière au taux de 5 %. Les droits acquis figurent dans les engagements hors bilan.

Cependant les pensions sont enregistrées en provision dans la mesure où elles ont le caractère de dettes certaines.

k) Instruments financiers à terme

Il n'est pas dans la vocation du Groupe de réaliser des opérations spéculatives. Aussi divers instruments financiers, négociés avec des contreparties de premier rang sont utilisés pour réduire l'exposition aux risques de taux et de change.

Couverture des risques de taux

La société mère a mis en place une option d'échange d'intérêts (swap) adossé à l'endettement global du Groupe (moyen terme, crédit-bail) afin de réduire le coût financier de ses emprunts.

Couverture des risques de change

Les décaissements du Groupe en devises sont réalisés par des unités opérationnelles parfaitement identifiées. Les instruments de couverture utilisés sont les achats à terme et les options d'achat de devises. Ces opérations viennent en couverture d'opérations commerciales et financières.

Dès la remise d'une offre commerciale, les ventes en devises sont, chaque fois que cela est possible, sécurisées par une couverture à l'offre COFACE. Les variations de délais ou de montants liées à l'évolution des contrats sont ensuite gérées au coup par coup. En conséquence, les prises de position de vente à terme de devises sont peu fréquentes et toujours adossées à une opération précise.

Dans ce contexte, le Groupe n'a pas à gérer en permanence une trésorerie significative en devises ou des positions à terme en devises non affectées.

l) Conversion des éléments en devises

En fin d'exercice, les créances et dettes libellées en devises sont converties au cours de clôture ou aux taux des couvertures de change mises en place, le cas échéant.

Les gains et les pertes de change latents sont comptabilisés en compte de résultat.

m) Litiges

Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

1/ Le 31 décembre 1997, la filiale CS Défense a été cédée. À cette occasion, CS Communication & Systèmes a donné diverses garanties à l'acquéreur, dont certaines peuvent entraîner la mise en œuvre d'une réfaction du prix de cession. Les auditeurs de chaque partie ont conclu à des ajustements très divergents, aussi un tiers expert a-t-il été nommé. Ses conclusions ne sont pas connues à la date d'arrêté des comptes.

2/ Fin avril 2001, les filiales CS Telecom et CS Electronics ont été déclarées en cessation de paiements (DCP). Les dépréciations d'actifs et charges liées à des garanties ont été constatées dans les comptes 2000 et actualisées à la clôture 2001. La liquidation judiciaire de CS Telecom a été prononcée en août 2001 et le plan de cession de CS Electronics en février 2002.

Par ailleurs, le Groupe estime qu'il n'existe, à ce jour, aucun autre fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence sensible sur son activité, sa situation financière et son patrimoine.

n) Résultat par action

L'information présentée en pied du compte de résultat est calculée selon les deux méthodes suivantes :

- résultat net par action : le résultat net part du Groupe est rapporté au nombre moyen d'actions en circulation durant l'exercice sous déduction des actions propres détenues à la clôture ;
- résultat net dilué par action : le résultat net part du Groupe est rapporté au nombre moyen d'actions en circulation durant l'exercice sous déduction des actions propres détenues à la clôture, augmenté du nombre d'actions dilutives potentielles relatives aux options de souscription d'action. Pour ce calcul, il n'a pas été tenu compte de l'économie de frais financiers qui serait réalisée en cas de conversion.

NOTE 2 - PÉRIMÈTRE ET VARIATION DU PÉRIMÈTRE CONSOLIDÉ

a) Liste des sociétés consolidées

(Voir note 22).

b) Variation du périmètre

Les modifications apportées en 2001 au périmètre de consolidation sont les suivantes :

Entrées :

- Le pourcentage d'intérêt dans la société Scot étant passé au cours de l'exercice de 49 % à 62,03 % ; cette société est dorénavant intégrée globalement.
- Les sociétés CS Canada et CS Chile sont intégrées globalement depuis le 1^{er} janvier.

Sorties :

- La société CS Systèmes de Sécurité et ses filiales ont été cédées en avril et déconsolidées dès le 1^{er} janvier compte tenu des difficultés à obtenir sur 2001 des comptes à méthodes comptables constantes. À titre d'information, la division Sécurité a réalisé un chiffre d'affaires de 12,3 M€ et une perte d'exploitation de 0,3 M€ au cours du 1^{er} trimestre 2001. L'impact sur le résultat net 2001 du Groupe CS est nul en raison de la reprise de la provision qui avait été constituée au 31-12-2000.
- Les sociétés CS Télécom et CS Electronics ont été déclarées en cessation de paiement à fin avril 2001. En l'absence de toutes informations sur leur situation financière à cette date, elles ont été sorties du périmètre au 1^{er} janvier. Les 5 filiales étrangères (LBUs) rattachées à la division télécom ont été soit cédées, soit mises en liquidation.
- La société Rand Ltd a été cédée à la fin du premier semestre et consolidée jusqu'à cette date.

Quelques sociétés sont exclues du périmètre de consolidation parce que leur impact sur les comptes consolidés est négligeable. Dans ce cadre et compte tenu que CS Communication & Systèmes a annoncé sa décision de céder les activités non stratégiques de Mécatronic, cette société ne fait plus partie du périmètre de consolidation depuis 1998.

NOTE 3 - COMPTES PROFORMA

Compte tenu de l'importance des variations entraînées par la sortie du périmètre, au 1^{er} janvier 2001, de CS Sécurité, de CS Télécom, des LBUs et CS Electronics, les comptes 2000 retraités des contributions de ces sociétés sont les suivants :

BILAN SIMPLIFIÉ PROFORMA AU 01/01/2001

en millions d'euros

Actif immobilisé	98,9	Capitaux propres – Groupe	58,1
Stocks et en-cours	20,2	Intérêts minoritaires	– 0,6
Créances	155,8	Provisions pour risques et charges	34,2
Trésorerie	26,4	Dettes financières	47,5
		Autres dettes	162,1
TOTAL	301,3	TOTAL	301,3

COMPTE DE RÉSULTAT PROFORMA

<i>en millions d'euros</i>	ANNÉE 2000	ANNÉE 2001
Chiffre d'affaires	399,0	427,9
Production stockée et immobilisée	7,8	1,5
Production	406,8	429,4
Achats et charges externes	- 193,5	- 197,9
Impôts et taxes	- 11,1	- 10,0
Salaires et charges	- 219,4	- 219,6
Autres charges - autres produits	2,1	- 0,6
EBITDA	- 15,1	1,3
Reprises de provisions	8,3	12,9
Dotations d'exploitation	- 22,9	- 19,1
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 29,7	- 4,9

Les provisions pour charges à engager sur affaires sont reclassées en variation des en-cours.

NOTE 4 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>en milliers d'euros</i>	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS / DÉPRÉCIATIONS	VALEUR NETTE
Valeur au 31/12/2000	37 391	- 23 465	13 926
Augmentation	2 137	- 8 331	- 6 194
Diminution	- 672	189	- 483
Variation de périmètre	- 5 105	3 002	- 2 103
Autres mouvements	33	6	39
VALEUR AU 31/12/2001	33 784	- 28 599	5 185

Une dépréciation exceptionnelle de 2,7 M€ a été constatée dans l'exercice.

NOTE 5 - ÉCARTS D'ACQUISITION

<i>en milliers d'euros</i>	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS	VALEUR NETTE
Valeur au 31/12/2000	77 103	14 593	62 510
Augmentation	202	3 685	- 3 483
Autres et reclassement	- 12 604	- 4 396	- 8 208
Diminution	- 125		- 125
VALEUR AU 31/12/2001	64 576	13 882	50 694

Détail des valeurs nettes :

<i>en millions d'euros</i>	2001	2000
Sous groupe CSSI	49,4	60,7
Ecsat	1,1	1,3
Trustycom	0	0,4
Voxity	0,2	0,1
	50,7	62,5

NOTE 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>en milliers d'euros</i>	TERRAINS ET CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIELS ET OUTILLAGES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	TOTAL
Valeur au 31/12/2000	7 538	24 388	39 352	71 277
Augmentation	8	2 500	4 840	7 348
Diminution		- 1 126	- 6 128	- 7 254
Variations de périmètre	- 4 259	- 17 620	- 7 859	- 29 738
Autres et reclassements		155	1 062	1 217
VALEUR AU 31/12/2001	3 287	8 297	31 267	42 850

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>en milliers d'euros</i>	TERRAINS ET CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIELS ET OUTILLAGES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	TOTAL
Valeur au 31/12/2000	4 905	15 383	24 011	44 299
Augmentation	130	580	4 541	5 251
Diminution		- 1 102	- 4 659	- 5 761
Variations de périmètre	- 3 187	- 9 675	- 4 952	- 17 814
Autres et reclassements		133	237	370
VALEUR AU 31/12/2001	1 848	5 319	19 178	26 345

NOTE 7 - IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

PRINCIPAUX TITRES NON CONSOLIDÉS

Compte tenu de leur incidence non significative, les participations suivantes sont exclues du périmètre de consolidation.

<i>en milliers d'euros</i>	% DE PARTICIPATION AU 31/12/01	VALEUR NETTE AU 31/12/01	CAPITAUX PROPRES AU 31/12/01
Signoval	99,96 %	1 677	1 474
Mécatronic	100,00 %	-	- 261
Cofidur Pm	19,40 %	605	ND
CS Telecom	100,00 %	-	ND
CS Electronics	100,00 %	-	ND
Divers	-	101	-
TOTAL		2 383	-

AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

<i>en milliers d'euros</i>	VALEUR BRUTE AU 31/12/01	PROVISIONS	VALEUR NETTE AU 31/12/01
Prêts	5 320	- 1 318	4 002
Dépôts et autres	1 620	- 40	1 580
TOTAL	6 940	- 1 358	5 582

Le poste prêts est constitué essentiellement des investissements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction. Ces prêts sont dépréciés afin de les ramener à leur valeur actuelle.

NOTE 8 - STOCKS ET EN-COURS DE PRODUCTION

<i>en milliers d'euros</i>	VALEUR BRUTE	PROVISIONS	VALEUR NETTE
Valeur au 31/12/2000	86 153	- 14 055	72 098
Variation de périmètre	- 43 197	8 468	- 34 729
Autres variations	- 16 922	- 3 712	- 20 634
VALEUR AU 31/12/2001	26 034	- 9 299	16 735

NOTE 9 - CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

<i>en milliers d'euros</i>	VALEUR BRUTE AU 31/12/01	PROVISIONS	VALEUR NETTE AU 31/12/01	VALEUR NETTE AU 31/12/00
Moins d'un an	107 660		107 660	152 717
Plus d'un an	10 898	- 9 336	1 562	134
TOTAL	118 558	- 9 336	109 222	152 851

Les variations de périmètre représentent 35 258 milliers d'euros.

NOTE 10 - AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

<i>en milliers d'euros</i>	VALEUR BRUTE AU 31/12/01	PROVISIONS	VALEUR NETTE AU 31/12/01	VALEUR NETTE AU 31/12/00
Créances d'exploitation	18 546	- 1 294	17 252	30 566
Débiteurs divers et autres créances	74 450	- 67 059	7 391	8 346
Comptes de régularisation	2 137		2 137	3 713
TOTAL	95 133	- 68 353	26 780	42 625

Les autres créances dont l'échéance est supérieure à 1 an s'élèvent à 9 231 K€.

NOTE 11 - VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Le gain latent sur les valeurs mobilières de placement n'est pas significatif.

NOTE 12 - CAPITAUX PROPRES

Le capital est composé, au 31 décembre 2001, de 4 574 195 actions de 15,25 € et 36 actions de 0,39 €.

À la clôture de l'exercice, CS Communication & Systèmes ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

Les caractéristiques essentielles des plans d'options de souscription d'actions existant au 31 décembre 2001 sont les suivantes :

	PLAN A - 1998	PLAN B - 2000	PLAN C - 2001
Date du Conseil d'Administration	29-05-1998	31-01-2000	18-12-2001
Nombre maximum d'options offertes à l'origine	440 000	343 000	530 000
Nombre maximum d'options offertes au 28/02/2002	53 500	23 800	527 840
Nombre maximum d'option détenues			
par les membres du Conseil d'Administration	0	0	405 700
Délai maximum d'exercice des options	29-05-2008	31-01-2010	18-12-2011
Prix d'exercice en % de la moyenne des 20 séances de Bourse précédant l'octroi	95%	80%	Nominal
Prix d'exercice de l'option	62,50 €	39,03 €	15,25 €
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2001	-	-	-

CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE

en milliers d'euros

Au 31 décembre 2000	58 005
Augmentation de capital et des primes	1 015
Résultat de l'exercice	- 30 990
Divers (écarts de conversion, ...)	- 428
AU 31 DÉCEMBRE 2001	27 602

NOTE 13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en milliers d'euros	AU 31/12/2001	AU 31/12/2000	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	AUTRES VARIATIONS
Frais de restructurations	5 936	14 328	- 8 665	273
Garanties données aux clients/ pénalités sur marchés	1 672	9 279	- 1 385	- 6 222
Charges sur contrats (reste à engager)	1 696	2 257	-	- 561
Pertes à terminaison sur contrats	2 252	1 776	- 608	1 084
Pensions	3 809	3 732	- 338	415
Litiges et risques divers	9 488	2 392	- 623	7 719
Impôts	804	1 310	- 317	- 189
Provision pour charges liées aux Déclarations de Cessation des Paiements de CS Télécom et CS Electronics	4 651	44 682	-	- 40 031
TOTAL	30 308	79 756	- 11 936	- 37 512

Les provisions reprises car non utilisées sont non significatives.

Les provisions pour litiges et risques divers concernent essentiellement des réclamations clients.

Les provisions pour pensions concernent certaines filiales étrangères (essentiellement allemandes).

NOTE 14 - EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

Tous les emprunts et dettes financières à moyen et long terme du Groupe sont assortis d'un taux d'intérêt fixe sauf quelques prêts à taux variable représentant une valeur totale de 26 K€.

Au 31 décembre 2001, le taux moyen pondéré des intérêts sur les emprunts à moyen et long terme, en francs, ressort à 5,99 % (2,26 % en 2000).

en milliers d'euros	2001	2000
Emprunts à plus de 5 ans	0	21
Emprunts à plus d'un an et moins de 5 ans	932	1 530
TOTAL	932	1 530
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	28 272	37 723
TOTAL	29 204	39 273

Les emprunts et les dettes financières en devises, essentiellement en dollars US, à fin 2001, représentent l'équivalent de 10 226 K€.

NOTE 15 - INFORMATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>en millions d'euros</i>	2001	2000
Systèmes d'information	385,7	350,9
Telecom	-	80,2
Sécurité	-	50,7
Autres activités et éliminations	42,2	26,8
TOTAL	427,9	508,6

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

<i>en millions d'euros</i>	2001	2000
Systèmes d'information	- 2,0	- 24,1
Telecom	-	- 32,8
Sécurité	-	- 1,8
Autres activités	- 2,9	- 7,2
TOTAL	- 4,9	- 65,9

NOTE 16 - PERSONNEL

EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

	FRANCE	ÉTRANGER	TOTAL 2001	2000
Ingénieurs et cadres	2 377	165	2 542	3 052
Collaborateurs	1 223	103	1 326	1 398
Ouvriers	98		98	348
TOTAL	3 698	268	3 966	4 798

INFORMATION EN MATIÈRE DE RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS DE CS

<i>en milliers d'euros</i>	SA À CONSEIL D'ADMINISTRATION	SA À DIRECTOIRE	TOTAL
Organes d'administration	194	82	276
Organes de surveillance	NA	137	137

NOTE 17 - RÉSULTAT FINANCIER (NET)

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2001	31/12/2000
Frais financiers nets	- 1 819	- 2 688
Dividendes	0	107
Provisions	- 2 423	- 356
Résultats de change (nets)	- 1 171	- 933
Autres charges et produits financiers (nets)	141	16 017
RÉSULTAT FINANCIER (NET)	- 5 272	12 147

En 2000, la vente en Bourse des actions Telelogic a généré un gain de 15,5 M€.

En 2001, les intérêts facturés aux sociétés déclarées en cessation de paiement se sont élevés à 1,0 M€. Des provisions de 1,2 M€ et 0,7 M€ ont été constatées respectivement sur des valeurs mobilières de placement et des prêts sous-crits dans le cadre de l'investissement obligatoire dans la construction.

NOTE 18 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

1. DÉTAIL DU POSTE INVESTISSEMENT FINANCIER NET

en milliers d'euros

Acquisitions d'immobilisations financières	- 20 376
Prix de vente des actifs corporels, financiers	16 480
Trésorerie des filiales acquises ou cédées	12 394
TOTAL	8 498

2. PLUS OU MOINS-VALUES DE CESSION

La perte sur cessions et déconsolidations de filiales (37,0 M€) est couverte par une reprise de provision équivalente.

3. DÉCOMPOSITION DE LA TRÉSORERIE

en milliers d'euros

	31/12/2001	31/12/2000
Banques et valeurs mobilières de placement	24 740	21 187
Découverts bancaires	- 27 146	- 36 429
Comptes courants	- 1 062	479
TRÉSORERIE NETTE	- 3 468	- 14 763

NOTE 19 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL NET

en milliers d'euros

	2001	2000
Produits / charges sur opérations de gestion	- 15 034	- 15 956
Reprises / dotations aux provisions	31 545	- 58 353
Sous-total	16 511	- 74 309
Produits / charges sur opérations en capital	- 35 720	13 807
TOTAL	- 19 209	- 60 502

Les opérations en capital de l'exercice 2000 intégraient 12,8 M€ de gain lié à la cession de Verilog/Telelogic.

Le résultat exceptionnel de l'exercice se compose en :

- 0,5 M€ Impact des cessions d'activités
- 10,5 M€ coûts de restructurations
- 7,2 M€ dépréciation d'actifs
- 1,0 M€ autres

Les charges liées aux Déclarations de Cessation des Paiements de CS Télécom et CS Electronics n'ont eu qu'un faible impact sur les comptes 2001. Le Groupe avait provisionné 44,6 M€ de charges à ce titre en 2000).

NOTE 20 - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

<i>en milliers d'euros</i>	2001	2000
Impôts	280	- 9 206
Impôts différés	130	2 066
Crédits d'impôts recherche	- 3 136	- 4 065
TOTAL	- 2 726	- 11 205

La société mère a constitué un groupe d'intégration fiscale avec les filiales CS Si et Ecsat.

<i>en millions d'euros</i>	2001	2000
Au taux normal :		
- Déficit reportable temporairement	180,2	218,1
- Déficit reportable indéfiniment	38,6	35,8
Au taux réduit :	7,9	7,5
Total	226,7	261,4
Économie potentielle d'impôt correspondante :		
- au taux normal	75,0	89,6
- au taux réduit	1,5	1,5

Comme indiqué en note 1- e les actifs d'impôts ne sont pas comptabilisés compte tenu du caractère aléatoire de leur imputation effective.

NOTE 21 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

<i>en milliers d'euros</i>	2001	2000
Engagements donnés		
Indemnités de départ en retraite	6 489	13 760
Crédit-bail mobilier (redevances restant à courir)	-	3 617
Crédit-bail immobilier (redevances restant à courir)	7 760	12 621
Avals et cautions hors Groupe et engagements liés à l'exécution des marchés (hors avances reçues déjà comptabilisées)	87 006	95 550
Autres garanties	-	-
Effets escomptés non échus	-	1 871
Positions à terme en devises	10 322	20 504
Engagements reçus		
Avals, cautions et garanties	53	127

Au 31 décembre 2001, les couvertures du Groupe (rendant variables des taux d'intérêts initialement fixes) portent sur 6,7 millions € de dettes financières à long et court terme. Les instruments utilisés sont, pour la plus grande partie, des "swaps". Cette couverture, dont le montant est dégressif échoit en janvier 2007.

Les créances cédées dans le cadre de la loi Dailly s'élèvent à 50,22 M€. Cette ligne est garantie par le nantissement des actions et du Fonds de Commerce CS Route et par des créances "effort construction" à hauteur de 4,2 millions €.

INFORMATIONS EN MATIÈRE DE CRÉDIT-BAIL

<i>en milliers d'euros</i>	VALEUR D'ORIGINE	REDEVANCES		DOTATIONS THÉORIQUES AUX AMORTISSEMENTS	
		EXERCICE	CUMULÉES	EXERCICE	CUMULÉES
Crédit-bail immobilier	8 412	457	3 593	255	1 600
Crédit-bail mobilier					
TOTAL	8 412	457	3 593	255	1 600

Redevances restant à payer :

<i>en milliers d'euros</i>	À 1 AN	DE 1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL	PRIX DE RACHAT
Crédit-bail immobilier	838	4 339	2 583	7 760	0
Crédit-bail mobilier				0	
TOTAL	838	4 339	2 583	7 760	0

Deux filiales non consolidées sont engagées dans 3 contrats de crédit-baux immobiliers. Les redevances restant à payer sont de 1,3 millions d'euros (dont 0,3 million d'euros à moins d'un an).

La filiale américaine du groupe TDC s'est engagée à acheter au plus tôt le 30/09/2004 et pour 1 dollar US une société qui finance (1,4 M€) un équipement nécessaire à son activité.

NOTE 22 - LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

NOM	SIÈGE	SIREN/PAYS	% D'INTÉRÊT	% DE CONTRÔLE	MÉTHODE DE CONSOLIDATION
CS COMMUNICATION & SYSTEMES	Clamart	692000946	Société mère	Société mère	Société mère
- SYSTEMES D'INFORMATION					
CS SYSTEMES D'INFORMATION (CSSI)	Clamart	393135298	100,00	100,00	Globale
CS ROUTE	Clamart	381733294	100,00	100,00	Globale
TDC INC	Dover	DELAWARE - USA	100,00	100,00	Globale
TDC DEL CARIBE	Dover	DELAWARE - USA	100,00	100,00	Globale
RTI SYSTEM LTD	Londres	GRANDE-BRETAGNE	99,99	99,99	Globale
CS CHILE	Santiago du Chili	CHILI	100,00	100,00	Globale
CAM MUNICH	Munich	ALLEMAGNE	60,00	60,00	Globale
CAM BERLIN	Berlin	ALLEMAGNE	36,00	60,00	Globale
USB	Munich	ALLEMAGNE	30,60	51,00	Globale
CS COMMUNICATION & SYSTEMS ITALIA SPA	Milan	ITALIE	99,90	99,90	Globale
CS COMMUNICATION & SYSTEMS AUSTRIA	Vienne	AUTRICHE	100,00	100,00	Globale
CS COMMUNICATION & SYSTEMES CANADA	Montreal	CANADA	100,00	100,00	Globale
CS COMMUNICATION & SYSTEMS BELGIUM	Bruxelles	BELGIQUE	100,00	100,00	Globale
ECSAT	Evry	379508070	100,00	100,00	Globale
SRILOG	Vélizy-Villacoublay	379737067	98,00	98,00	Globale
SCOT	Ramonville Saint-Agne	342102019	62,03	49,00	Globale
SAF	Clamart	542088869	100,00	100,00	Globale
- AUTRES ACTIVITÉS					
SÉCRÉ ALPINE ELECTRONICS	Soissons	316842418	50,99	50,99	Globale
CS INSTITUT	Paris	418072070	100,00	100,00	Globale
CS TECHNOLOGIES INFORMATIQUES	Clamart	400518304	100,00	100,00	Globale
VOXITY	Clamart	397457961	90,00	90,00	Globale
TRUSTYCOM	Clamart	388925356	100,00	100,00	Globale



Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2001

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES établis en euros relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis selon les principes comptables français, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris-La Défense et Neuilly, le 06 mai 2002

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT & Associés

CALAN RAMOLINO & Associés

Philippe MONGIN

Bernard SCHEIDECKER

Bilan de CS Communication et Systèmes S.A. au 31 décembre 2001

ACTIF			2001	2000
	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	MONTANT NET	MONTANT NET
<i>en euros</i>				
Immobilisation incorporelles	14 363 320	11 585 789	2 777 531	10 471 787
Immobilisation corporelles	820 681	705 963	114 718	1 469 679
Terrains et constructions	804 798	699 492	105 306	101 472
Autres immobilisations corporelles	15 883	6 471	9 412	1 368 207
Immobilisation financières⁽¹⁾	155 345 635	81 093 644	74 251 991	109 312 045
Participations	151 313 632	80 185 249	71 128 383	105 736 321
Prêts et autres immobilisations financières	4 032 003	908 395	3 123 608	3 575 724
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	170 529 636	93 385 396	77 144 240	121 253 510
Avances, acomptes versés sur commande	45 354		45 354	49 440
Clients et comptes rattachés	4 916 965	1 387 149	3 529 816	5 633 871
Autres créances	89 277 512	83 368 935	5 908 577	26 956 942
Disponibilités	4 806 036	1 166 400	3 639 636	2 671 390
Charges constatées d'avance	64 281		64 281	29 089
TOTAL ACTIF CIRCULANT	99 110 148	85 922 484	13 187 664	35 340 733
Écarts de conversion actif				4 717
TOTAL GÉNÉRAL	269 639 784	179 307 880	90 331 904	156 598 960
(1) moins d'un an			595 714	499 613

PASSIF*en euros*

	2001	2000
	MONTANT NET	MONTANT NET
Capitaux propres		
Capital social	69 756 488	68 733 763
Primes liées au capital	85 387 495	85 410 448
Écart de réévaluation	510	504
Réserve légale	1 085 085	1 085 085
Report à nouveau	(67 219 084)	(15 233 426)
Résultat de l'exercice	(29 061 927)	(51 985 658)
Subventions d'investissement	15 245	15 245
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	59 963 812	88 025 961
Provisions pour risques et charges	13 810 925	41 622 711
Dettes financières⁽¹⁾		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 734 639	17 537 209
Emprunts et dettes financières divers	35 201	12 410
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs	1 589 058	3 287 379
Dettes fiscales et sociales	1 675 680	2 629 386
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations	115 002	370 029
Autres	2 261 334	2 892 278
TOTAL DETTES	16 410 914	26 728 690
Écarts de conversion passif	146 253	221 598
TOTAL GÉNÉRAL	90 331 904	156 598 960

(1) plus d'un an

Compte de résultat de CS Communication et Systèmes S.A. au 31 décembre 2001

	2001	2000
<i>en euros</i>		
Produits d'exploitation		
Chiffres d'affaires	9 948 712	13 881 890
Subventions d'exploitation	1 829	14 635
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	13 097	41 191
Autres produits	89 694	10 133
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	10 053 332	13 947 849
Charges d'exploitation		
Achats et charges externes	3 862 112	6 926 585
Impôts, taxes et versements assimilés	289 652	433 546
Charges de personnel	3 229 055	4 848 034
Dotations aux amortissements	2 256 807	2 358 517
Autres charges	140 422	122 408
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	9 778 048	14 689 091
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	275 284	(741 242)
Produits financiers		
Produits financiers de participations	48 345	596 154
Autres intérêts et gains sur cessions de valeurs mobilières	2 541 591	21 300 075
Reprises sur provisions et transferts de charges	297 728	25 144 564
Gains de change	3 830	14 334
TOTAL	2 891 494	47 055 126
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions financières	30 063 395	24 478 239
Intérêts et charges financiers	917 264	605 584
Pertes de change	16 872	3 612
TOTAL	30 997 531	25 087 434
RÉSULTAT FINANCIER	(28 106 037)	21 969 217
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	(27 830 753)	21 227 975
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(1 385 939)	(73 213 633)
INTÉRESSEMENT ET PARTICIPATION	-	-
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	154 765	-
RÉSULTAT NET	(29 061 927)	(51 985 658)

Filiales et participations

en milliers d'euros

RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS
SUR CHAQUE FILIALE ET PARTICIPATION
DONT LA VALEUR EXCÈDE 1 % DU CAPITAL
DE LA SOCIÉTÉ

INFORMATIONS FINANCIÈRES

	CAPITAL	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL ET LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE	QUOTE-PART DU CAPITAL DÉTENUE (EN %)	RÉSULTAT DU DERNIER EXERCICE
1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)				
CS SI	1 807	22 245	99,99	- 26 411
CS Télécom ⁽¹⁾	6 020	- 44 506	99,99	ND
CS Route	1 762	- 11 588	99,99	- 318
SC 2000	923	- 912	99,99	- 15
Sécre Alpine Electronics	1 311	24 712	51,00	- 4 080
Mécatronic	714	- 98	99,99	- 878
Signoval	1 677	- 225	99,96	21
Ecsat	38	445	99,99	287
CAM Munich	75	1 069	60,00	- 834
CS Electronics ⁽¹⁾	4 192	- 2 248	99,99	ND

2 - Participations (détenues entre 10 % et 50 %)

Néant

en milliers d'euros

RENSEIGNEMENTS GLOBAUX
SUR TOUTES LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES

PARTICIPATIONS

	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES
Valeur comptable des titres détenus :				
- brute	139 037	10 152	2 125	-
- nette	69 105	1 381	642	-
Montant des prêts et avances accordés	85 034	1 425	-	-
Montant des cautions et avals donnés	-	-	-	-

(1) en liquidation judiciaire

Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

	1997	1998	1999	2000 ⁽²⁾	2001
<i>en euros</i>					
1 - Capital en fin d'exercice					
Capital social	17 923 426	17 923 426	17 923 426	68 733 763	69 756 488
Nombre d'actions mises :					
- ordinaires					
à 0,39 €	47 027 988	47 027 988	47 027 988	12	35
à 15,25 €	0	0	0	4 508 639	4 574 195
Nombre maximale d'actions à créer :					
- par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
- par exercice de droits et bons de souscription	13 048 748	13 048 748	13 048 748 ⁽¹⁾	573 650	735 400 ⁽³⁾
2 - Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	0		6 845 827	13 881 890	9 948 712
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	(582 688)	(877 497)	(14 625 535)	54 689 917	(19 395 925)
Impôts sur les bénéfices	762		762		(154 765)
Résultat après impôts, amortissements et provisions	(1 989 034)	5 244 864	(17 342 367)	(51 985 658)	(29 061 927)
Montants des dividendes nets distribués	0	0	0	0	0
3 - Résultats par action					
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	(0,01)	(0,02)	(0,31)	12,13	(4,24)
Résultat après impôts, amortissements et provisions	(0,04)	0,11	(0,37)	(11,53)	(6,35)
Dividendes versés à chaque action	0	0	0	0	0
4 - Personnel					
Nombre de salariés (clôture)				42	20
Montant de la masse salariale				5 625 062	2 091 605
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux				2 220 497	1 137 451

(1) bons de souscription : parité 1 BSA pour 1 action 0,39 €

(2) en 2000, la société a absorbé à effet rétroactif au 1^{er} janvier sa société mère CS

(3) BSA et options de souscriptions d'actions



Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2001

Messieurs les Actionnaires
de la Société CS Communication & Systèmes,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2001, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CS Communication & Systèmes établis en euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport,

- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels, établis selon les principes comptables français, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris-La Défense et Neuilly, le 06 mai 2002

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT & Associés

CALAN RAMOLINO & Associés

Philippe MONGIN

Bernard SCHEIDECKER



Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2001

Messieurs les Actionnaires
de la Société CS Communication & Systèmes,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTION AUTORISÉE AU COURS DE L'EXERCICE

Avec la société A.V.Consultants

Au titre d'une convention en matière de conseil et d'assistance, votre société a versé à A.V.Consultants des honoraires pour un montant de 22 867 euros. (autorisation du conseil de surveillance du 8 novembre 2001).

Personne concernée : Monsieur Antoine VEIL.

CONVENTIONS APPROUVÉES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Conventions d'assistance administrative avec les filiales

Votre société a facturé à ce titre pour l'exercice 2001 les montants suivants (en euros hors taxes) :

CS ROUTE	199 726
CS TELECOM	205 608
MECATRONIC	30 490
SECRE ALPINE ELECTRONICS	56 980
CS SYSTEMES DE SECURITE	191 308
CS SYSTEMES D'INFORMATION	5 588 840
CS ELECTRONICS	15 244
CS INSTITUT	16 183
RAND UK	77 463
ECSAT	30 482
SAF	46 602
CSTI	31 385

Convention d'utilisation de la marque "CS Communications & Systems"

Cette convention, autorisée le 26 mars 1999 par le Conseil d'Administration de votre société, concerne les frais de licences d'utilisation de la marque "CS Communications & Systems" facturés par votre société à certaines de ses filiales à hauteur de 0,020 % du chiffre d'affaires hors taxes de la filiale moins le chiffre d'affaires réalisé par la filiale avec les entités intégrées dans la consolidation comptable de CS Communication & Systèmes.

Votre société a facturé à ce titre pour l'exercice 2001 les montants suivants (en euros hors taxes) :

FILIALE	MONTANT
CS TELECOM	2 658
CS SYSTEMES DE SECURITE	2 470
CS SYSTEMES D'INFORMATION	65 750
CSTI	405

Autres conventions d'assistance

Votre société a pris en charge au titre de ces conventions les montants suivants (en euros hors taxes) :

TIERS CONCERNES	OBJET	MONTANT
SARL SONEMES	Assistance en stratégie, organisation et développement, identification de partenaires commerciaux, industriels et financiers.	47 735
SARL RASPAIL 21	Assistance dans le cadre de contrats Route et Equipements Télécom	15 245
Monsieur MARCHIAT	Prise en charge de frais dans le cadre de missions à l'étranger	1 371
Monsieur PHILIP	Assistance en stratégie, organisation et développement et plus particulièrement dans le domaine plus spécifique des systèmes de péage autoroutier	32 885

Contre-garantie donnée

TIERS CONCERNES	OBJET	EN MILLIONS D'EUROS
TDC del Caribe INC.	Contre garantie liée au contrat de leasing de Porto Rico	1,3

Convention précisant les modalités d'utilisation du produit MELODHY

Cette convention, conclue avec CS Route et CSEE Transport, précise les modalités d'utilisation du produit MELODHY notamment pour le marché du métro de Lisbonne. Aucun montant n'a été versé à ce titre en 2001.

Fait à Paris-La Défense et Neuilly, le 06 mai 2002

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT & Associés

CALAN RAMOLINO & Associés

Philippe MONGIN

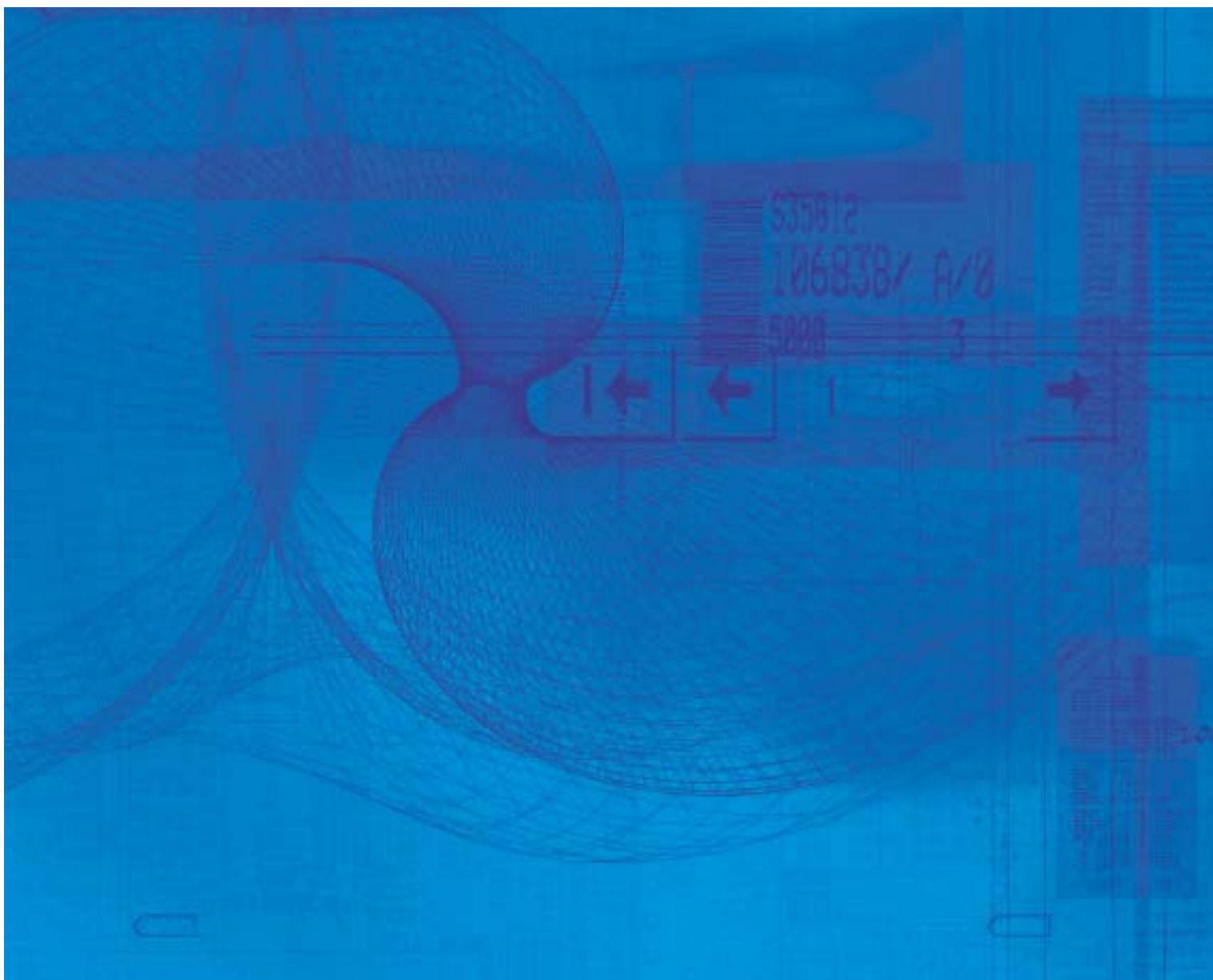
Bernard SCHEIDECKER

ERRATUM

Page 6

Rémunération des mandataires sociaux.

Concernant la rémunération de Monsieur François LERAILLEZ au titre de Président du Directoire jusqu'au 18 décembre 2001, il convient de lire 70 898 Euros (465 063 Francs).



Siège social : 88, rue Brillat-Savarin - 75013 Paris - France
Direction Générale : 1, avenue Newton - 92142 Clamart - France
Tél. : 33 (0) 1 41 28 40 00 - Fax : 33 (0) 1 41 28 40 40
www.c-s.fr